

Disclaimer

Ce document contient des informations financières provisoires non auditées, qui n'ont pas été contrôlées par les commissaires aux comptes de Compagnie de Financement Foncier (la « Compagnie »). Ce document reproduit certaines informations financières trimestrielles que la Compagnie a l'obligation de publier. Il est fourni à simple titre informatif et ne doit pas être considéré comme une invitation à investir, une sollicitation commerciale ou un appel public à l'épargne et ne constitue pas une offre d'achat, de vente, de souscription ou de fourniture de services financiers. Il ne doit pas non plus être considéré comme une recommandation ou une sollicitation d'achat ou de vente d'obligations foncières.

En particulier, ce document et les informations qu'il contient ne constitue pas une offre de vente de titres financiers aux Etats-Unis d'Amérique. Aucun titre financier de la Compagnie n'a été ou ne sera enregistré en vertu du US Securities Act de 1933, tel que modifié (le « Securities Act »). Conformément à une ordonnance de la Securities and Exchange Commission de 1940, telle que modifiée, la Compagnie a été exemptée du respect des dispositions de l'Investment Company Act de 1940 (tel que modifié) sous réserve du respect de certaines conditions. La Compagnie n'a pas l'intention de procéder à l'enregistrement d'une offre aux Etats-Unis d'Amérique ou de mener une quelconque offre au public de titres financiers aux Etats-Unis d'Amérique. Ce document et son contenu ne doivent pas être consultés, aux Etats-Unis d'Amérique, par des personnes autres que des « investisseurs institutionnels qualifiés » (« QIB ») tels que définis par la Règle 144A prise en vertu du Securities Act (« Règle 144A »). Les obligations foncières de la Compagnie ne seront pas offertes ou vendues aux Etats Unis d'Amérique, sauf aux QIB, conformément à la Règle 144A, ou en vertu de toute autre exemption ou transaction qui ne serait pas soumise aux formalités d'enregistrement prévues par le Securities Act.

Toute décision d'acheter des obligations foncières émises par la Compagnie doit être faite uniquement sur la base des termes et conditions définitives desdites obligations foncières et des informations contenues dans la notice d'offre émise dans le cadre de l'offre d'obligations foncières considérée et aucune certitude ne doit être accordée à une déclaration autre qui ne serait pas contenue dans ladite notice d'offre publiée par la Compagnie dans le cadre de cette offre. Toute notice d'offre émise dans le cadre d'une offre d'obligations foncières pourrait contenir des informations différentes de celles contenues dans ce document. Les investisseurs potentiels devront effectuer leurs propres diligences et leur propre évaluation de la condition financière et commerciale de la Compagnie et de la nature des obligations foncières et devront consulter leurs propres conseils juridiques, financiers ou autres avant de prendre une décision d'investissement relative aux obligations foncières de la Compagnie.

Ces informations vous sont fournies en l'état, et ont un but exclusivement informatif. Elles ont néanmoins été fournies par des sources considérées comme fiables. Cependant, dans le cas où l'information a été fournie par des sources tierces, la Compagnie n'a pas vérifié l'exactitude ou l'exhaustivité de celles-ci.

La Compagnie a l'intention d'assurer l'exactitude et le caractère actualisé des informations et se réserve le droit d'apporter toute correction à son contenu, à tout moment et sans préavis. Elle n'est cependant pas en mesure de garantir l'exhaustivité des informations. De plus, elle n'accepte aucune responsabilité en cas d'erreur, d'inexactitude ou d'omission relative à de telles informations.

***Informations relatives à la qualité des actifs financés
(CRBF n°99-10 modifié Article 13 bis)***

SOMMAIRE

- I. BILAN SIMPLIFIÉ**
- II. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIFS**
- III. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES**
- IV. EXPOSITIONS SUR LES PERSONNES PUBLIQUES**
- V. VALEURS DE REMPLACEMENT**
- VI. PASSIFS PRIVILÉGIÉS**
- VII. PASSIFS NON PRIVILÉGIÉS**
- VIII. DURÉES DE VIE**
- IX. LIQUIDITÉ À 180 JOURS**
- X. POSITION DE TAUX**

I. BILAN SIMPLIFIE (Encours de gestion rapprochés des encours comptables)

ACTIF	Encours (Md€)	PASSIF	Encours (Md€)
Actifs hypothécaires	38,44	Passifs privilégiés	67,05
encours détenus en direct	33,47	dont Obligations Foncières	66,89
billets hypothécaires	4,97	dont écarts de change sur O.F	-1,10
Expositions sur personnes publiques	35,50	Passifs chirographaires	12,71
titres et prêts à, ou garantis par, des personnes publiques	33,60	dont mises en pension	3,33
placement court terme à la Banque de France	1,90	Passifs subordonnés	2,30
Autres actifs (comptes de régularisation, ICNE sur actifs et sur dérivés,...)	4,42	dont compte courant d'associé	2,10
Valeurs de remplacement	6,89	Capitaux propres	3,19
TOTAL ACTIF	85,25	TOTAL PASSIF	85,25

Surdimensionnement économique (passif non privilégié en % du passif privilégié, après swap et retraitement des mises en pensions)

20,1%

II. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE DES ACTIFS

- Encours avant swaps de devises et provisions
- Encours détenus en direct ou apportés en garantis des billets hypothécaires et des prêts de l'art L 211-38 secteur public

(en M€)

Pays	Actifs Hypothécaires	Actifs Publics	Valeurs de remplacement	Total	%
▪ France	37.924,7	25.194,6 ⁽¹⁾	6.892,1	70.011,4	86,5%
▪ Belgique	668,0	75,0		743,0	0,9%
▪ Canada		529,7		529,7	0,7%
▪ Espagne		601,4		601,4	0,7%
▪ Etats-Unis		1.912,5		1.912,5	2,4%
▪ Irlande		95,0		95,0	0,1%
▪ Islande		15,0		15,0	0,0%
▪ Italie		3.647,5		3.647,5	4,5%
▪ Japon		1.511,4		1.511,4	1,9%
▪ Pays-Bas	63,8	0,0		63,8	0,1%
▪ Pologne		342,3		342,3	0,4%
▪ Portugal		86,0		86,0	0,1%
▪ Slovénie		148,2		148,2	0,2%
▪ Suisse		1.247,7		1.247,7	1,5%
Total général	38.656,4	35.406,3	6.892,1	80.954,8	100%

⁽¹⁾ dont 1 900,0 M € de dépôts à la Banque de France.

III. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

(en M€)	Particuliers				Corporates		Total général		
	prêts détenus en direct		billets hypothécaires ⁽¹⁾		Nb	CRD	Nb	CRD	%
	Nb	CRD	Nb	CRD mobilisé					
Encours	496.856	32.948,5	85.506	5.047,2	1.099	660,7	583.461	38.656,4	100,0%
1. Catégories de créances									
▪ habitat	496.848	32.948,2	85.505	5.046,9	1.089	643,2	583.442	38.638,3	100,0%
▪ équipement	8	0,2	1	0,4	10	17,5	19	18,1	0,0%
2. Types de garanties									
▪ hypothécaire - usage habitat	192.304	13.791,0	52.010	2.479,3	871	537,5	245.185	16.807,7	43,5%
▪ hypothécaire avec garantie publique ⁽²⁾	280.468	17.241,1	23.096	1.775,6	218	105,7	303.782	19.122,4	49,5%
▪ caution Crédit-Logement	24.076	1.916,2	10.399	792,0	0	0,0	34.475	2.708,2	7,0%
▪ hypothécaire - usage commercial	8	0,2	1	0,4	10	17,5	19	18,1	0,0%
3. Age des prêts									
▪ moins d'un an	30.248	3.024,4	16.089	1.366,0	3	14,3	46.340	4.404,7	11,4%
▪ 1 à moins de 5 ans	170.376	14.867,5	24.094	2.106,4	8	10,9	194.478	16.984,8	43,9%
▪ 5 ans et plus	296.232	15.056,5	45.323	1.574,9	1.088	635,6	342.643	17.267,0	44,7%
4. Maturités résiduelles									
▪ moins d'un an	24.122	123,6	903	15,5	179	10,1	25.204	149,3	0,4%
▪ 1 à moins de 5 ans	64.704	1.050,9	4.969	99,9	434	124,0	70.107	1.274,8	3,3%
▪ 5 ans et plus	408.030	31.773,9	79.634	4.931,8	486	526,6	488.150	37.232,3	96,3%
	Taux		Taux CFF ⁽³⁾		Taux				
5. Remboursements anticipés									
▪ taux observé sur un an glissant		12,2%		8,6%		1,0%			
	Encours		Provisions ⁽⁴⁾		Encours	Provisions ⁽⁴⁾			
6. Créances douteuses									
▪ hypothécaire avec garantie publique ⁽²⁾		594,3		1,0	75,9	0,0			
▪ autres hypothécaires		574,9		62,6	3,1	1,3			

⁽¹⁾ billets hypothécaires émis par le Crédit Foncier : encours des prêts hypothécaires aux particuliers mobilisés

⁽²⁾ prêts hypothécaires avec garantie publique : FGAS, NHG (Pays-Bas) et secteur aidé

⁽³⁾ remboursements anticipés observés sur le portefeuille de créances mobilisables du Crédit Foncier

⁽⁴⁾ dépréciations inscrites en déduction de l'actif, hors provisions inscrites au passif

En application du dispositif transitoire décidé par la Banque de France le 09/02/2012 , les créances hypothécaires résidentielles sont éligibles au refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne, elles s'élèvent à 30,7 Md€ en valeur nominale.

III. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

a) Particuliers

	CRD		Répartition par quotités calculées avec la valeur des gages réévaluée										
	(M€)	%	≤ 40%	>40% ≤50%	>50% ≤60%	>60% ≤70%	>70% ≤80%	>80% ≤85%	>85% ≤90%	>90% ≤95%	>95% ≤100%	>100% ≤105%	>105%
Encours	37.995,7	100,0%	4.105,0 (10,8%)	1.939,3 (5,1%)	2.312,6 (6,1%)	3.347,0 (8,8%)	11.564,1 (30,4%)	2.638,6 (6,9%)	2.510,8 (6,6%)	2.967,7 (7,8%)	5.417,7 (14,3%)	777,9 (2,0%)	414,8 (1,1%)
dont :													
1. Garantie													
▪ hypothécaire et secteur aidé ⁽¹⁾	38,7	0,1%	34,3	0,5	0,6	0,5	0,3	0,3	0,3	0,0	0,2	0,1	1,6
▪ hypothécaire avec garantie publique ⁽²⁾	18.978,0	49,9%	1.615,5	785,2	922,8	1.305,0	2.124,1	1.336,0	1.881,9	2.649,6	5.292,0	734,2	331,6
▪ hypothécaire	16.270,8	42,8%	2.160,0	1.028,9	1.244,7	1.844,7	7.521,8	1.280,2	627,4	315,2	123,6	42,9	81,5
▪ caution Crédit-Logement	2.708,2	7,1%	295,2	124,7	144,5	196,8	1.918,0	22,1	1,1	3,0	1,9	0,7	0,2
2. Motif													
▪ accession	29.766,1	78,3%	3.412,7	1.476,3	1.698,7	2.340,4	6.731,8	2.204,6	2.423,6	2.920,2	5.393,7	769,5	394,7
▪ locatif	8.229,6	21,7%	692,3	463,0	613,9	1.006,6	4.832,3	434,0	87,2	47,6	24,1	8,4	20,2
3. Type de taux d'intérêt (avant swap)													
▪ révisable avec refixation ≤ 1 an	5.884,8	15,5%	806,5	486,4	664,5	995,2	2.230,1	300,0	162,2	102,4	71,8	25,5	40,2
▪ révisable avec refixation > 1 et < 5 ans	1.137,0	3,0%	336,7	202,9	138,2	110,3	177,3	47,6	32,3	28,4	33,5	14,4	15,4
▪ fixe ou révisable avec refixation ≥ 5 ans	30.973,9	81,5%	2.961,7	1.250,0	1.509,9	2.241,6	9.156,7	2.291,0	2.316,3	2.836,9	5.312,4	738,1	359,3
4. Défauts													
▪ impayés > 3 mois	329,6	0,9%	25,8	14,6	17,0	35,1	68,6	41,5	31,0	28,4	36,2	21,6	9,7
▪ surendettement - Neiertz	236,8	0,6%	22,7	12,4	13,5	26,9	46,0	25,4	21,9	18,9	16,2	14,6	18,3
▪ recouvrement judiciaire	631,5	1,7%	103,4	21,4	31,5	51,4	92,4	54,9	52,9	46,1	40,4	31,2	105,9

Quotité moyenne calculée avec la valeur des gages réévaluée (quotité "indexée") :

sur tout le portefeuille **73,9%** sur les prêts garantis FGAS : **80,4%** sur les autres prêts : **67,4%**

Quotité moyenne calculée avec la valeur des gages à l'origine (quotité "non indexée") :

sur tout le portefeuille **73,9%** sur les prêts garantis FGAS : **78,8%** sur les autres prêts : **68,9%**

⁽¹⁾ prêts hypothécaires avec garantie de l'Etat français : secteur aidé extinctif

⁽²⁾ prêts hypothécaires avec garantie publique : FGAS et NHG (Pays-Bas)

⁽³⁾ CRD éligible au refinancement par des ressources privilégiées

NOTA : les prêts hypothécaires non garantis par le FGAS sont financés par des obligations foncières à hauteur de au plus 80% de la valeur du gage réévaluée. Les prêts hypothécaires garantis par le FGAS sont financés par des obligations foncières à hauteur de au plus 100% de la valeur du gage réévaluée. L'encours total non financé par des obligations foncières s'élève à 396 M € au 30 septembre 2015. Ainsi le montant total éligible au refinancement par des ressources privilégiées s'établit à 37 600 M €.

III. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

a) Particuliers (suite)

	CRD		Répartition par quotités calculées avec la valeur des gages réévaluée										
	(M€)	%	≤ 40%	>40% ≤50%	>50% ≤60%	>60% ≤70%	>70% ≤80%	>80% ≤85%	>85% ≤90%	>90% ≤95%	>95% ≤100%	>100% ≤105%	>105%
5. Localisation géographique													
France	37.263,4	98,1%	3.961,3	1.864,8	2.227,0	3.263,2	11.264,2	2.636,3	2.509,2	2.964,3	5.415,1	774,9	383,1
▪ Alsace	496,8	1,3%	39,3	22,7	28,0	42,6	138,2	45,9	40,0	46,8	80,1	9,1	4,2
▪ Aquitaine	2.447,2	6,4%	245,3	131,5	160,6	223,0	930,8	141,9	117,6	155,4	295,8	37,1	8,1
▪ Auvergne	308,4	0,8%	34,6	15,8	19,5	30,5	79,7	17,5	15,7	27,7	41,0	15,3	11,4
▪ Basse-Normandie	603,1	1,6%	55,5	31,5	30,1	45,0	144,0	47,8	33,0	55,2	128,0	29,5	3,4
▪ Bourgogne	682,9	1,8%	63,7	32,7	35,4	55,2	138,6	61,8	57,9	68,2	124,3	35,9	9,2
▪ Bretagne	1.206,7	3,2%	133,9	61,2	69,0	111,4	349,7	91,4	73,1	110,4	175,8	25,8	5,1
▪ Centre	1.187,0	3,1%	99,0	46,4	44,4	64,2	284,4	106,9	94,7	109,9	253,7	57,7	25,6
▪ Champagne-Ardenne	468,7	1,2%	24,1	13,1	16,5	23,4	81,9	33,4	42,2	57,4	104,2	37,4	35,0
▪ Corse	70,1	0,2%	10,8	5,3	6,2	9,8	15,5	5,0	3,6	4,8	7,5	1,1	0,6
▪ Franche-Comté	397,4	1,0%	37,2	16,5	25,3	29,7	86,6	33,1	35,2	45,6	69,9	13,7	4,4
▪ Haute-Normandie	1.384,7	3,6%	137,2	66,9	70,4	90,2	281,4	126,6	95,9	143,5	319,6	47,1	5,9
▪ Ile-de-France	9.931,2	26,1%	1.210,0	559,5	663,2	1.028,1	3.159,0	646,5	739,7	695,2	1.170,3	21,9	37,9
▪ Languedoc-Roussillon	2.051,8	5,4%	218,8	112,2	135,0	205,8	700,4	136,7	130,4	167,6	227,5	11,9	5,5
▪ Limousin	249,0	0,7%	24,4	13,4	13,9	19,6	61,5	16,2	16,2	18,3	43,2	13,3	8,9
▪ Lorraine	947,3	2,5%	58,5	28,7	38,9	57,6	195,7	77,2	69,3	106,5	216,7	43,7	54,5
▪ Midi-Pyrénées	2.113,6	5,6%	218,1	104,6	143,6	226,2	914,1	119,6	103,3	113,1	161,9	4,2	4,9
▪ Nord-Pas-de-Calais	1.808,1	4,8%	137,8	69,7	85,5	107,0	419,9	143,3	134,2	209,5	402,0	76,0	23,3
▪ Outre mer	373,3	1,0%	20,6	14,0	24,5	53,5	232,6	23,2	1,7	0,8	0,5	0,0	1,9
▪ Pays de la Loire	1.806,0	4,8%	160,6	55,5	76,9	118,8	470,0	122,4	125,9	170,7	371,8	92,2	41,3
▪ Picardie	1.779,4	4,7%	98,0	53,0	55,9	73,2	381,5	168,4	176,0	214,5	435,9	93,1	29,9
▪ Poitou-Charentes	657,5	1,7%	63,9	32,5	41,9	46,6	152,5	40,7	37,3	49,4	114,5	42,3	35,9
▪ Provence-Alpes-Côte d'Azur	3.244,7	8,5%	506,0	203,9	238,7	318,6	1.066,8	249,5	174,8	195,4	268,4	16,0	6,6
▪ Rhône-Alpes	3.048,6	8,0%	363,9	174,3	203,4	283,3	979,3	181,4	191,4	198,7	402,7	50,6	19,6
Belgique	668,0	1,8%	140,4	71,1	80,2	80,0	296,4						
▪ région de Bruxelles-capitale	53,9	0,1%	11,9	5,7	8,3	5,9	22,1						
▪ région flamande	303,6	0,8%	68,5	36,5	33,4	36,1	129,0						
▪ région wallonne	310,5	0,8%	60,0	28,8	38,4	38,1	145,2						
Pays-Bas	63,8	0,2%	2,9	3,5	5,3	3,8	3,6	2,3	1,6	3,4	2,6	3,0	31,8

III. PRÊTS HYPOTHÉCAIRES

b) Corporates

	CRD		Répartition par quotités calculées avec la valeur des gages réévaluée										
	(M€)	%	≤ 40%	>40% ≤50%	>50% ≤60%	>60% ≤70%	>70% ≤80%	>80% ≤85%	>85% ≤90%	>90% ≤95%	>95% ≤100%	>100% ≤105%	>105%
Encours	660,7	100,0%	521,6 (78,9%)	50,1 (7,6%)	7,0 (1,1%)	2,1 (0,3%)	1,3 (0,2%)	5,0 (0,8%)	1,1 (0,2%)	0,0 (0,0%)	0,0 (0,0%)	3,3 (0,5%)	69,3 ⁽¹⁾ (10,5%)
dont :													
1. Motif													
▪ immobilier social	577,2	87,4%	512,3	49,3	5,4	0,5	1,3	5,0	0,0			3,3	
▪ autre	83,6	12,6%	9,3	0,8	1,5	1,6	0,0	0,0	1,1				69,3
2. Type de taux d'intérêt (avant swap)													
▪ révisable ≤ 1 an	325,5	49,3%	293,0	28,8	0,4	0,0	0,0	0,0	0,0			3,3	
▪ révisable et refixation > 1 et < 5 ans	0,0	0,0%											
▪ fixe ou révisable et refixation ≥ 5 ans	335,3	50,7%	228,6	21,3	6,6	2,1	1,3	5,0	1,1				69,3

Quotité moyenne calculée avec la valeur des gages réévaluées (quotité "indexée") :

36,2%

⁽¹⁾ encours du secteur aidé en contentieux.

NOTA : les prêts aux corporates sont financés par des obligations foncières à hauteur de au plus 60% de la valeur du gage réévaluée.

IV. EXPOSITIONS SUR LES PERSONNES PUBLIQUES

a) Répartition des encours par pays et type d'entité publique (avant swaps de devises)

(en M€)	Pays	Souverain	Garantie d'Etat	Collectivité locale	Garantie collectivité locale	Etabl. public	Total ⁽³⁾	%
	France	3.612,4 ⁽¹⁾	6,7	12.072,1	2.343,7	7.159,7	25.194,6 ⁽²⁾	71,2%
	Belgique			75,0			75,0	0,2%
	Canada			71,7	458,0		529,7	1,5%
	Espagne		16,6	533,0	51,9		601,4	1,7%
	Etats-Unis		44,7	1.749,2	0,0	118,6	1.912,5	5,4%
	Irlande	95,0					95,0	0,3%
	Islande		15,0				15,0	0,0%
	Italie	2.329,4	8,3	1.309,8			3.647,5	10,3%
	Japon			491,3		1.020,1	1.511,4	4,3%
	Pologne	342,3					342,3	1,0%
	Portugal		65,0	21,0			86,0	0,2%
	Slovénie	148,2					148,2	0,4%
	Suisse			384,8	691,7	171,2	1.247,7	3,5%
	Total général	6.527,3	156,4	16.707,8	3.545,3	8.469,6	35.406,3	100%

⁽¹⁾ dont 1 900,0 M€ de dépôts à la Banque de France

⁽²⁾ dont 18,9 M€ de créances douteuses provisionnées à hauteur de 0,3 M €.

⁽³⁾ dont 2 872,7 M€ de titres donnés en pensions livrées.

Les créances éligibles au refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne, en valeur nominale, s'élèvent à :

7,3 Md€

IV. EXPOSITIONS SUR LES PERSONNES PUBLIQUES
b) Répartition des encours France par région

Région	Encours (M€)	%
▪ Alsace	555,7	2,2%
▪ Aquitaine	1.030,3	4,1%
▪ Auvergne	309,8	1,2%
▪ Basse-Normandie	362,1	1,4%
▪ Bourgogne	515,4	2,0%
▪ Bretagne	614,8	2,4%
▪ Centre	993,8	3,9%
▪ Champagne-Ardenne	581,6	2,3%
▪ Corse	36,1	0,1%
▪ Franche-Comté	596,6	2,4%
▪ Haute-Normandie	763,9	3,0%
▪ Ile-de-France	3.913,6	15,5%
▪ Languedoc-Roussillon	1.281,8	5,1%
▪ Limousin	151,1	0,6%
▪ Lorraine	816,0	3,2%
▪ Midi-Pyrénées	804,6	3,2%
▪ Nord-Pas-de-Calais	1.871,3	7,4%
▪ Pays de la Loire	960,9	3,8%
▪ Picardie	528,8	2,1%
▪ Poitou-Charentes	533,0	2,1%
▪ Provence-Alpes-Côte d'Azur	2.048,2	8,1%
▪ Rhône-Alpes	2.301,9	9,1%
▪ Dom-Tom	11,0	0,0%
▪ dépôts à la Banque de France	1.900,0	7,5%
▪ Etat Français	1.712,5	6,8%
Total général	25.194,6	100,0%

V. VALEURS DE REMPLACEMENT

	Montant net (M€)
▪ Prêts à moins de 2 mois à BPCE intégralement garantis par un portefeuille de créances	6.600,0
▪ Autres titres et créances à moins de 100 jours émises par des établissements de crédit bénéficiant du 1 ^{er} échelon de qualité de crédit à court terme	292,1
TOTAL VALEURS DE REMPLACEMENT	6.892,1

Montant des titres, sommes et valeurs reçues en garantie des opérations de couverture :**2,8 Md€**

VI. PASSIFS PRIVILEGIÉS

a) Répartition des encours d'obligations foncières par devise et maturité avant swaps de devises

(en M€)	EURO	Dollar US	Franc Suisse	Livre GB	Yen	Dollar Australien	Dollar Canadien	Couronne Norvégienne	TOTAL
Maturités	EUR	USD	CHF	GBP	JPY	AUD	CAD	NOK	
▪ ≤ 1 an	5.164,5		618,4						5.782,9
▪ > 1 et ≤ 5 ans	21.725,7	693,5	1.910,2		230,2	156,8	332,6		25.049,0
▪ > 5 et ≤ 10 ans	18.850,3		765,0					267,7	19.883,0
▪ > 10 ans	14.371,1	455,4	435,2	744,8				168,0	16.174,4
TOTAL en M€	60.111,6	1.148,8	3.728,8	744,8	230,2	156,8	332,6	435,7	66.889,3

Parité devise contre 1 € (cours au 30/09/2015)	1,1203	1,0915	0,7385	134,6900	1,5939	1,5034	9,5245
---	--------	--------	--------	----------	--------	--------	--------

Durée de vie moyenne : **7,4 ans**

VI. PASSIFS PRIVILEGIÉS (suite)
b) Liste des principales émissions publiques

Emprunts	Code ISIN	Date d'échéance	Encours (en millions dans la devise)
Emprunts en euros			38.873
▪ CFF 2,875% janvier 2016	FR0010989152	14/01/2016	1.550
▪ CFF 3.375% janvier 2016	FR0010271148	18/01/2016	2.469
▪ CFF 3.75% janvier 2017	FR0010157297	24/01/2017	2.593
▪ CFF 4.625% sept. 2017	FR0010532762	23/09/2017	2.148
▪ CFF 4.125% octobre 2017	FR0010422618	25/10/2017	1.987
▪ CFF 4.50% mai 2018	FR0000474652	16/05/2018	2.945
▪ CFF 0.125% juin 2018	FR0012790319	18/06/2018	1.500
▪ CFF 1,125% mars 2019	FR0011780832	11/03/2019	1.000
▪ CFF 4.375% avril 2019	FR0010464321	25/04/2019	2.607
▪ CFF 0.375% septembre 2019	FR0012159820	17/09/2019	1.000
▪ CFF 0.125% février 2020	FR0012536704	18/02/2020	1.000
▪ CFF 3.50% novembre 2020	FR0010960070	05/11/2020	1.400
▪ CFF 4.375% avril 2021	FR0011035575	15/04/2021	1.000
▪ CFF 4.875% mai 2021	FR0010758599	25/05/2021	3.065
▪ CFF 5.75% octobre 2021	FR0000487225	04/10/2021	1.151
▪ CFF 0.625% novembre 2021	FR0012299394	12/11/2021	1.500
▪ CFF 4.25% janvier 2022	FR0011181171	19/01/2022	1.000
▪ CFF 2.375% novembre 2022	FR0011356997	21/11/2022	1.750
▪ CFF 0,625 % février 2023	FR0012938959	10/02/2023	1.500
▪ CFF 2% mai 2024	FR0011885722	07/05/2024	1.000
▪ CFF 0.75% janvier 2025	FR0012447696	21/01/2025	1.000
▪ CFF 4% octobre 2025	FR0010913749	24/10/2025	2.630
▪ CFF 3.875% avril 2055	FR0010292169	25/04/2055	1.079
Emprunts en dollars US			747
▪ CFF 5,625% juin 2017	FR0010485185	19/06/2017	747

VII. PASSIFS NON PRIVILÉGIÉS

a) Principales dettes à long terme au 30 septembre 2015

	Date d'échéance	Type remboursement	Encours (M€)
Passifs chirographaires (encours total 12,7 Md€)			
▪ dont emprunts	30/10/2057	Amortissable	1.366
Passifs subordonnés (encours total 2,3 Md€)			
▪ dont Compte courant d'associé	indéterminée		2.100

b) Rappel des fonds propres et des ratios de solvabilité au 30 juin 2015 et estimation des fonds propres au 30 septembre, calculés conformément à la CRR/CRD 4

(en millions d'euros)

Fonds propres	au 30 juin	estimés au 30 septembre
Common Equity Tier One	1.698	3.070
Additional Tier One	945	0
Tier Two	2.100	0
Total fonds propres	4.743	3.070

Ratios de solvabilité	au 30 juin (en %)
Common Equity Tier one	9,7%
Ratio de solvabilité Tier one	15,1%
Ratio de solvabilité	27,1%

VIII. DUREES DE VIE

a) Actifs

	Actifs hypothécaires	Expositions sur personnes publiques	Valeurs de remplacement	Ensemble des actifs (*)
Encours (M€)	38.656,4	35.406,3	6.892,1	80.954,8
Durée de vie moyenne (années)	8,1	9,0	0,0	7,8

b) Passifs

	Emprunts privilégiés	Ensemble des passifs (*)
Encours (M€)	66.889,3	80.318,2
Durée de vie moyenne (années)	7,4	7,9

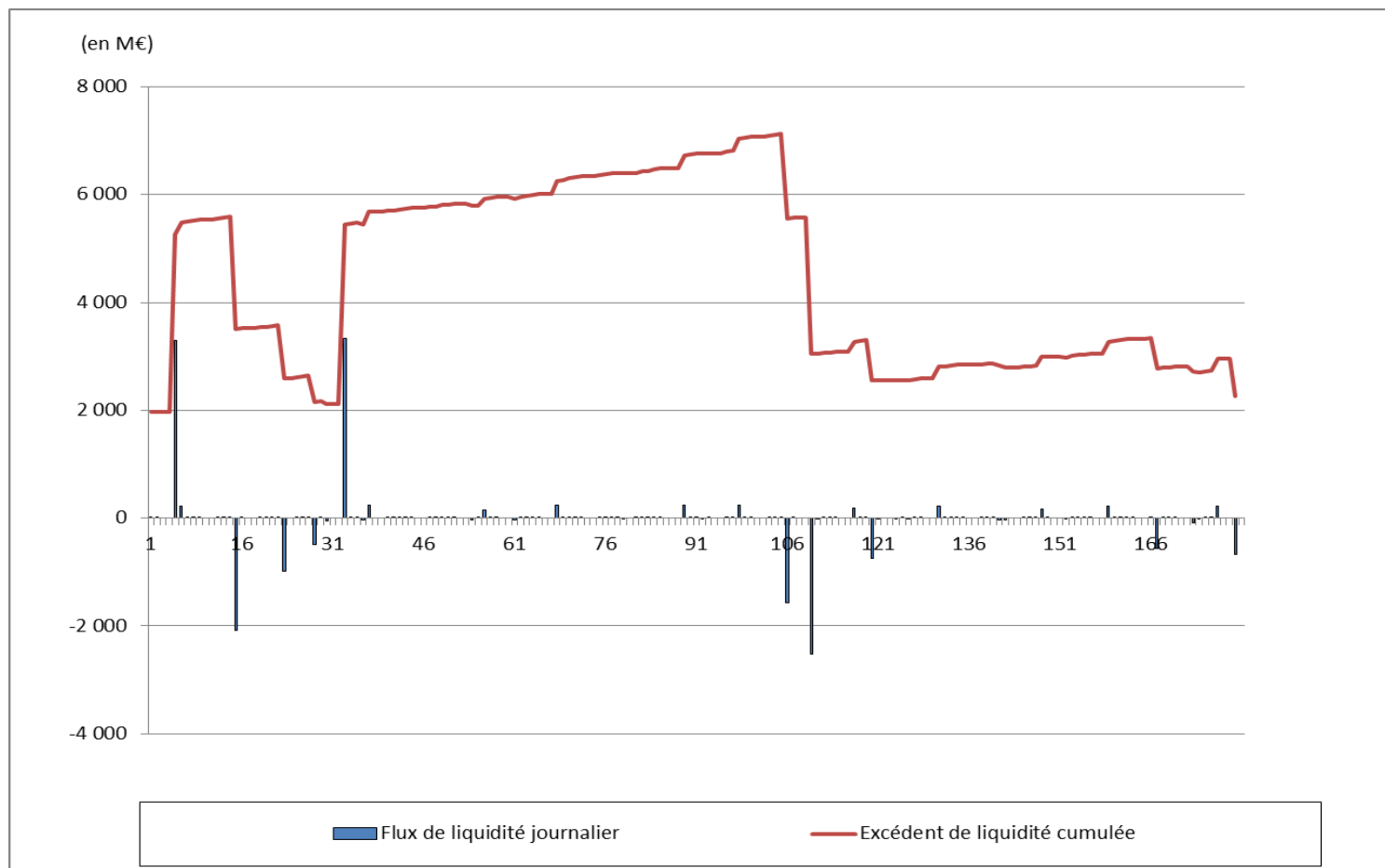
(*) Encours hors ICNE, écarts de change, comptes de régularisation

c) *Ecart de durée de vie moyenne à respecter instauré par l'arrêté du 26 mai 2014 modifiant l'article 12 du règlement n° 99-10 du 9 juillet 1999 de l'Autorité de Contrôle Prudential et de Résolution*

L'article 12 modifié de ce règlement précise que la durée de vie moyenne des actifs considérés à concurrence du montant minimal nécessaire pour satisfaire un ratio de couverture de 105%, ne doit pas excéder de plus de 18 mois celle des passifs privilégiés.

Au 30 septembre 2015, la Compagnie de Financement Foncier respecte cette limite.

IX. LIQUIDITÉ À 180 JOURS EN SITUATION EXTINCTIVE



Les créances éligibles au refinancement auprès de la Banque Centrale Européenne, en valeur nominale, s'élèvent à : **38,0 Md€**
 permettant d'obtenir immédiatement des liquidités supplémentaires estimées à environ 14 Md€ auprès de la BCE
 tout en continuant à respecter le ratio réglementaire de surdimensionnement minimum de 105%

X. POSITION DE TAUX : IMPASSES DE TAUX EXPRIMÉES EN % DU BILAN COURANT

Période d'observation des impasses	Limites internes de la Compagnie de Financement Foncier	Impasses observées à la date d'arrêté		
		Moyenne des valeurs absolues	Maximale	Minimale
▪ ≤ 2 ans	2 %	3,8%	4,6%	2,7%
▪ >2 et ≤ 5 ans	3 %	6,6%	7,2%	5,5%
▪ > 5 et ≤ 10 ans	5 %	5,6%	6,8%	4,3%

Les dépassements de limites observés au 30 septembre 2015 sont dus pour l'essentiel à la transformation, en fin de trimestre, des titres subordonnés à durée indéterminée, à taux révisable, d'un montant total de 1 350 M €, en actions de capital considérées dans ce calcul comme une ressource à taux fixe. Cette opération qui a renforcé le ratio tier 1 de la Compagnie de Financement Foncier a généré une position de taux qui a été couverte après la date du 30 septembre 2015.